

que les préoccupations exprimées par l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) sont des préoccupations généreuses que partage le gouvernement actuel.

J'avais l'impression que le 12 mai, à la Chambre, le ministre avait répondu à l'honorable député que le gouvernement revisait actuellement tout le champ de la législation en matière de bien-être social, y compris les allocations familiales et les pensions de vieillesse.

Cette revue est toujours en cours et si, à la suite des discussions, des recommandations sont faites, elles seront annoncées par le ministre, en temps utile. Et je crois qu'il y a lieu d'espérer que l'honorable député pourra applaudir à ces mesures qui, je n'en doute pas, seront très opportunes.

[Traduction]

L'ENSEIGNEMENT—L'EMPLOI D'INTELLECTUELS  
CANADIENS DANS LES UNIVERSITÉS  
CANADIENNES

**M. Heath Macquarrie (Hillsborough):** Monsieur l'Orateur, je regrette beaucoup que le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. MacEachen) ne soit pas ici. Cette question a été posée le 20 mai, c'est-à-dire il y a longtemps, et il aurait pu prendre des dispositions pour y répondre. Comme il le sait, les Canadiens sont vivement préoccupés actuellement, parce que nos universités canadiennes n'ont pas recours aux services de leurs diplômés. Je regrette que le ministre ne soit pas ici, car je voudrais lui dire qu'à la suite de l'accusation portée par un certain journaliste, il y a quelque temps, j'hésite à aborder la question. J'hésitais aussi le 20 mai en raison de ma propre expérience dans le monde universitaire, où je retournerai peut-être avant longtemps.

Je sais qu'il est facile de parler du libre échange des idées, de l'universalité de l'instruction, et de se moquer du nationalisme et du chauvinisme. Si je me suis intéressé à la question, ce n'est pas par anti-américanisme. Si quelque chose pouvait me causer plus de peine, pour ce qui est de nos universités—et je m'en souviens clairement—ce serait que l'enseignement dans les universités canadiennes se donne avec l'accent d'Oxford. Mais je crois qu'on n'a pas une idée nette de ce qui se passe dans nos universités aujourd'hui. Les gouvernements fédéral et provinciaux devraient tenter de découvrir ce qui s'y passe réellement. C'est une question très sérieuse, et nous devrions nous occuper du sort réservé aux diplômés de nos universités. Ne sont-ils pas assez bons pour être embauchés dans les universités canadiennes?

Si tel est le cas, c'est une grave et accablante critique de nos institutions, dominées à l'heure actuelle par des professeurs et des administrateurs qui ne sont pas Canadiens. Si l'on use vraiment de discrimination contre nos diplômés canadiens, les Canadiens devraient le savoir. Les universités n'échappent plus, si jamais elles y ont échappé, aux tensions qui déchirent la société canadienne et celle des autres pays. De nos jours, les universités doivent prévoir les dangers qu'elles considèrent déjà comme abstraits, quand elles y pensaient. La liberté universitaire n'est pas attaquée du dehors par les grosses sociétés et le jeu de la politique, mais souvent de l'intérieur, par une minorité de professeurs et d'étudiants. Les universités devraient examiner cette question et d'autres, non à la lumière des vieux clichés, mais selon les besoins et les nécessités de l'heure. Je félicite les professeurs Steele et Matthews, que je n'ai jamais rencontrés, d'avoir amorcé un débat sur cette importante question. Je remarque certaines données effarantes. Au cours de la dernière année universitaire, les universités canadiennes ont embauché 1,013 professeurs des États-Unis, 545 Britanniques, 722 d'autres pays et 362 du Canada. Je m'inquiète moins de ceux qui ont été embauchés que de nos nombreux diplômés d'ascendance canadienne, qui ont dû aller ailleurs lorsque leurs demandes ont été rejetées ou dont on n'a tenu aucun compte dans les universités canadiennes.

Je le répète, les données sont effarantes. Le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration doit s'inquiéter de la multitude des étudiants d'université qui ne peuvent se trouver de travail cet été et dont la carrière est menacée par les tristes perspectives d'emploi. Ce souci doit certainement s'étendre aux diplômés, à ceux qui ont terminé leurs études universitaires au Canada.

Ici, dans cette Chambre et ailleurs, on demande au gouvernement de fournir une aide de plus en plus grande à nos institutions. C'est normal. J'ai été particulièrement frappé par le rapport Macdonald publié récemment. On y soulignait la nécessité d'une aide sans cesse croissante à cet égard. Cependant, si les diplômés canadiens sont laissés de côté justement par les institutions canadiennes que nous cherchons à maintenir et à faire progresser, n'y aurait-il pas lieu de se poser des questions, même si elles peuvent être pénibles?

Encore une fois, je connais les vieilles rengaines sur le libre échange des idées, sur l'universalité du savoir et sur le caractère ecuménique de l'érudition. Mais quand je